

Touche pas à mon hôpital !

Berne est un grand canton de près d'un million d'habitants. D'aucuns y voient des avantages et des gages de sécurité. Cet avis est-il partagé par l'assuré *lambda* domicilié dans le Jura bernois ? Parce qu'établi dans un canton abritant de nombreux établissements de soins privés et un hôpital universitaire, ses primes de l'assurance-maladie atteignent des niveaux records. A l'automne 2011, notre assuré *lambda* apprendra que, pour dégager les 300 millions de francs nécessaires au financement des hôpitaux privés bernois, son hôpital de proximité sera déclassé en centre de santé et ses primes augmenteront de 8%. Le mécanisme pourrait être intitulé « solidarité inversée » : les régions excentrées, moins riches, desservies par des établissements publics soumis aux économies cantonales consentent à d'énormes sacrifices au profit des centres urbains, riches et en surcapacité de lits privés. Les *lobbystes* bourgeois qui se frottent les mains ont compris ce que dénonce à juste titre Pierre-Yves Maillard, le président de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de la santé : « les nouvelles dispositions légales ne vont profiter qu'aux cliniques privées et aux assureurs pour leur lucratif business dans les complémentaires ».

Le nouveau cadre légal encouragera effectivement une concurrence effrénée entre hôpitaux publics et privés. Qu'un conseiller d'Etat francophone, socialiste, à la tête du département de la santé PUBLIQUE de son canton puisse s'en prendre à l'hôpital de sa région, unique établissement public de langue française, qui plus est bénéficiaire, pour dégager les moyens nécessaires au financement des hôpitaux privés des centres urbains, voilà qui dépasse tout simplement l'entendement.

Aujourd'hui comme hier, l'avenir de notre hôpital est exploité sur le plan politique. On assiste à des attaques contre Philippe Perrenoud provenant du parti radical et de l'UDC, partis qui composent précisément le *lobby* privé ayant imposé l'adjonction des établissements privés à la liste cantonale des hôpitaux.

Le PSA, quant à lui, reste convaincu qu'avec un peu de courage politique, la région saura défendre son infrastructure hospitalière et sa spécificité. Mais rien ne sera possible sans le soutien déterminé de notre représentant au gouvernement. Celui-ci doit savoir se comporter non pas comme le ministre aux DOM-TOM qui impose la politique de la capitale à ses dépendances mais comme le ministre des DOM-TOM qui défend la région qui l'a fait et qui l'a élu. Entre homme d'État et simple exécutant, Philippe Perrenoud doit choisir son rôle. Le PSA en prendra acte et en tirera toutes les conséquences.

Parti socialiste autonome du Jura-Sud